



COMMUNIQUE DE PRESSE

Lancement de l'Initiative Fonds Fiduciaire de l'UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants au Cameroun

Yaoundé le 13 septembre 2017.

La première réunion du Comité de Pilotage du projet de Renforcement des capacités dans la gestion et la gouvernance des migrations pour le retour et la réintégration durable au Cameroun dans le cadre de l'«Initiative du Fonds Fiduciaire de l'UE et de l'OIM pour la protection et la réintégration des migrants» s'est tenue ce jour au Ministère des Relations Extérieures (MINREX). Elle a été co-présidée côté camerounais par Madame Julie Kamto, Ministre plénipotentiaire, Directeur des Affaires d'Europe, représentante des autorités nationales et Madame Njikam Sanatou, Directeur de la Division des Camerounais à l'Etranger et point focal migration au MINREX et côté européen par Madame Erja Kaikkonen, Conseiller/Chef de Section Politique à la Délégation de l'Union Européenne au Cameroun. Etaient également présents Le Dr. Boubacar Seybou, nouveau Représentant/Chef de Mission de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) au Cameroun ainsi que les représentants des pays membres de l'EU et les points focaux des Ministères désignés.

Cette première assise avait un double objectif : tout d'abord procéder à la validation des termes de références du Comité de Pilotage (COFIL), l'organe décisionnel chargé d'assurer l'orientation stratégique et technique pour la mise en œuvre de ce projet au Cameroun. Ensuite de valider un ensemble de documents liés aux procédures opérationnelles standards devant encadrer les activités tout au long du projet.

Ce projet est le fruit de négociations entre l'OIM et l'Union Européenne, initiées lors du Sommet de La Valette sur la Migration tenu en novembre 2015 à Malte, en présence des Chefs d'Etats ou de Gouvernements de nombreux pays d'Afrique. A la suite de ce sommet, l'UE a décidé à travers son Fonds Fiduciaire d'urgence pour l'Afrique d'octroyer une enveloppe de 100 millions d'Euros (environ 66 milliards CFA) à 14 pays africains (Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Libye, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Tchad) en vue d'améliorer la gestion des migrations dans ces pays.

Pour le Cameroun, la convention entre le Fonds Fiduciaire et l'OIM a été signée le 16 juin dernier, pour un projet ayant une période de mise en œuvre de 3 ans. Le projet focalise ses activités de réintégration dans 5 régions du Cameroun à savoir : le Centre, le Littoral, l'Ouest, le Sud-Ouest et le Nord-Ouest, considérées comme étant les régions primaires d'origine des migrants se trouvant sur la route méditerranéenne centrale, la plus dangereuse et meurtrière, c'est-à-dire celle qui passe par le Niger et la Libye. Le projet prévoit la réintégration de 850 migrants de retour (dont 150 d'Europe et 700 des pays africains de transit tels que la Libye et le Niger) à travers la réalisation d'activités génératrices de revenus dans leur région d'origine une fois rentrés au Cameroun. Un ensemble d'outils de communication (affiche, brochure, spot TV et radio) sera développé et produit pour les campagnes de sensibilisation sur les dangers de la migration irrégulière au profit des jeunes issus de 200 communautés. Le projet mettra un accent sur le renforcement des capacités du Gouvernement et des acteurs locaux afin d'assurer la durabilité de la réintégration des migrants de retour.

Lors de l'ouverture de cette première réunion du Comité de Pilotage, Madame Erja Kaikkonen, Conseiller/Chef de Section Politique à la Délégation de l'Union européenne a indiqué que : "*Cette réunion vient à point nommé, parce que le 6 septembre dernier, le cinquième rapport d'étape relatif au cadre de partenariat pour les migrations a été présenté à Bruxelles par la Haute Représentante et vice-présidente de la Commission européenne, Madame Federica Mogherini. Ce rapport montre que*



les mesures mises en place, avec des partenaires en Afrique, pour améliorer la gestion des migrations le long de la route de la Méditerranée centrale, commencent à porter leurs fruits...".

Contexte :

Lors du Sommet de La Valette (Malte) sur la Migration en Novembre 2015, les dirigeants africains et européens ont pleinement reconnu les avantages d'une migration bien gérée et se sont engagés à en aborder les opportunités et les défis ensemble. À une époque où les nombres de décès, l'exploitation et les abus enregistrés sur la route migratoire de la Méditerranée centrale atteignent des records, promouvoir une migration sûre et informée, protéger et assister les migrants en route ou bloqués, y compris à travers le retour volontaire assisté et une aide à la réintégration, est plus important que jamais.

Les statistiques européennes démontrent à souhait que les migrants originaires d'Afrique de l'Ouest y inclus la région du Bassin du Lac Tchad occupent une part croissante dans les flux migratoires vers l'UE malgré des conditions de migration irrégulière difficiles et dangereuses. En 2016, six pays de la région faisaient partie des sept principaux pays d'origine des migrants arrivant sur les côtes italiennes.

La migration irrégulière le long de la route de la Méditerranée centrale est de plus en plus dangereuse pour les migrants. La traversée de la Méditerranée vers l'Italie est de loin la voie la plus mortelle, avec 1 décès enregistré pour 35 arrivées. En outre, plus de 70% des migrants interrogés par l'OIM à leur arrivée en Italie signalent qu'ils ont été victimes de la traite ou d'autres pratiques d'exploitation au cours de leur parcours migratoire le long des routes de la Méditerranée centrale.

L'engouement des migrants pour l'émigration se justifie par un ensemble de facteurs de répulsion liés à la situation économique précaire dans leurs pays d'origine et des facteurs d'attraction engendrés par les caractéristiques socio-économiques des pays du Maghreb, et des pays européens. La présente initiative vise donc à contribuer au renforcement de la gouvernance des migrations et à la réintégration durable des migrants au Cameroun comme dans les autres pays bénéficiaires du Fonds Fiduciaire de l'Union Européenne.

Pour le Cameroun

pour l'UE

pour l'OIM

Madame Julie Kamto

Madame Erja Kaikkonen

Dr. Boubacar Seybou

Pour plus d'information, prière de contacter :

Organisation Internationale pour les Migrations, Quartier Golf, Avenue Rosa Parks
BP : 13891 Yaoundé, Tél : +237 222 20 32 78, www.iom.int

Délégation de l'Union européenne en République du Cameroun, Rue Onembele Nkou –
Nlongkak, Yaoundé
Téléphone : +237 222 20 13 87 / 222 20 33 67
Email : delegation-cameroun@eeas.europa.eu
Website: <http://eeas.europa.eu/delegations/cameroun> .